Nations Unies E/C.12/GBR/Q/6/Add.1

Conseil économique et social

Distr. générale
18 avril 2016
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français seulement

Comité des droits économiques, sociaux et culturels
Cinquante-huitième session
6-24 juin 2016
Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire
Examen des rapports : rapports soumis par les États parties en application des articles 16 et 17 du Pacte

Liste de points concernant le sixième rapport périodique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*

Additif

Réponses du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la liste de points

[Date de réception : 4 avril 2016]

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

GE.16-06282 (F) 310516 030616
1606282

Merci de recycler

Abréviations

BOT	Territoires britanniques d'outre-mer[1]
CD	Dépendance de la Couronne[2]
EEE	Espace économique européen
EPU	Examen périodique universel
LGBTI	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués
MGF	Mutilations génitales féminines
NHS	National Health Service (Service national de la santé)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
UE	Union européenne

[1] Voir p. 40 à 115 du document de base commun (HRI/CORE/GBR/2014). La portée du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a été étendue aux territoires suivants : Bermudes ; Îles Caïmanes ; Îles Falkland ; Gibraltar ; Montserrat ; Pitcairn, Henderson, Ducie et Oeno ; Sainte-Hélène, Ascension, Tristan da Cunha ; Îles Turques et Caïques ; Îles Vierges (communément appelées les Îles Vierges britanniques).

[2] Voir p. 115 à 147 du document de base commun (HRI/CORE/GBR/2014). La portée du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a été étendue à toutes les dépendances de la Couronne : bailliage de Guernesey, bailliage de Jersey, Île de Man.

Incorporation du Pacte dans le droit interne (par. 1 de la liste de points (E/C.12/GBR/Q/6))

1. Le Gouvernement britannique ne considère pas qu'il existe, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, une obligation juridique d'incorporer les dispositions du Pacte dans le droit interne. Il considère que la méthode d'application du Royaume-Uni, par les lois et les mesures administratives appropriées, garantit l'exécution de ses obligations en vertu du Pacte (le Comité a reconnu lui-même cette façon de procéder dans ses observations générales n° 3 et n° 9). Les rapports périodiques présentés depuis 1976[3] indiquent les lois et les mesures par lesquelles le Royaume-Uni, les territoires britanniques d'outre-mer et les dépendances de la Couronne réalisent progressivement les droits prévus dans le Pacte, compte tenu des ressources disponibles, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte. Le document de base de 2014[4] présente le cadre juridique général en vertu duquel les droits de l'homme sont protégés et la discrimination est abordée.

2. Le Royaume-Uni est partie à divers instruments internationaux comme la Charte sociale européenne et les conventions de l'OIT qui protègent les droits économiques, sociaux et culturels[5]. L'application de certains de ces instruments a été étendue aux dépendances de la Couronne et aux territoires britanniques d'outre-mer[6].

3. Écosse. À l'occasion du deuxième anniversaire du lancement du Plan d'action national de l'Écosse pour les droits de l'homme, un forum pour l'innovation a été organisé afin d'examiner les moyens les plus indiqués pour donner effet aux obligations internationales de l'Écosse, notamment la possibilité de renforcer l'incorporation des instruments relatifs aux droits de l'homme.

Charte des droits (par. 1)

4. Le *Bill of Rights* continuera de protéger les droits de l'homme fondamentaux tout en rétablissant un équilibre constitutionnel plus approprié. Des propositions détaillées sont en cours d'élaboration. Le Gouvernement britannique mènera des consultations en bonne et due forme sur ces propositions avant que des lois ne soient présentées et accordera les ressources nécessaires à un débat approfondi.

Jurisprudence relative à l'application du Pacte (par. 1)

5. Des droits énoncés dans le Pacte ont été invoqués devant des juridictions nationales mais le Pacte n'a pas été incorporé dans le droit interne et n'est donc pas directement applicable dans le cadre de procédures judiciaires.

[3] Pour une analyse plus détaillée de certaines des principales lois, voir également les rapports du Royaume-Uni au titre de la Charte sociale européenne, disponibles à l'adresse http://www.coe.int/fr/web/turin-european-social-charter/national-reports.

[4] Voir p. 36, 37, 39 et 40 du document de base de 2014.

[5] Voir p. 34 et 35 du document de base de 2014.

[6] Voir p. 40 à 147 du document de base de 2014.

Entreprises et droits de l'homme (par. 2)

6. En 2013, le Gouvernement britannique a publié un plan d'action pour l'application des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Les instruments créés ou acceptés par le Royaume-Uni pour inciter les entreprises à adopter un comportement approprié dans différents domaines sont notamment : le *Bribery Act* de 2010 (loi de 2010 relative à la lutte contre la corruption), la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et les huit conventions fondamentales de l'OIT ratifiées par le Royaume-Uni concernant les normes du travail, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 172 du *Company Act* de 2006 (loi de 2006 sur les sociétés) imposant aux chefs d'entreprise de promouvoir le succès de l'entreprise en ce qui concerne l'incidence des activités de l'entreprise sur la collectivité et sur l'environnement), le règlement intitulé *Reports on Payments to Governments Regulations 2014* (règlement de 2014 sur la déclaration des paiements à des États étrangers), l'initiative concernant les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, et les obligations en matière de contrôle à l'exportation.

7. Écosse. Le Better World Action Group du Plan d'action national de l'Écosse pour les droits de l'homme a commandé une évaluation nationale initiale pour étayer l'élaboration d'un plan d'action. Scottish Enterprise inclut les droits de l'homme dans les études d'impact sur l'égalité concernant les services aux entreprises clientes. Le Scottish Regulators Code of Practice (code écossais de pratique réglementaire) définit l'obligation pour les autorités réglementaires de contribuer à la réalisation d'une croissance économique durable.

Extension de l'applicabilité du Pacte à Anguilla (par. 3)

8. Le Gouvernement britannique coopère activement avec le Gouvernement anguillais en vue de rendre le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques applicables à ce territoire.

Welfare Reform Act (loi de réforme du régime de protection sociale) (par. 4)

9. Le crédit universel (« universal credit ») est une prestation qui vise à simplifier le système de protection sociale en remplaçant six sources d'assistance antérieures par un versement mensuel forfaitaire pour les personnes à faible revenu et les chômeurs. Les bénéficiaires sont placés auprès d'un conseiller d'orientation professionnelle pendant toute la durée de leur droit. Les incidences de la prestation de crédit universel sont suivies de près par le Gouvernement britannique (des statistiques figurent sur son portail[7]). Pour aider ceux qui en ont le plus besoin, la prestation de crédit universel met en place un dispositif d'aide universelle (« universal support »), offert au niveau local. Onze projets pilotes ont été lancés en septembre 2014 pour évaluer : différentes modalités de hiérarchisation des besoins des ménages ; la mise en commun de données, de compétences et de locaux pour créer la structure locale intégrée appropriée afin d'aider davantage de ménages dans le retour à l'emploi ; des outils de planification budgétaire en ligne s'adressant aux bénéficiaires autonomes ; des services de conseil assurés par des organismes extérieurs à l'intention de ceux qui souhaitent un appui supplémentaire afin, par exemple, d'ouvrir un compte en banque ou d'établir un budget mensuel. Les conseils seront procurés en ligne, par téléphone et en personne par des agents spécialisés aux niveaux national et local. Pour un petit nombre de bénéficiaires, d'autres modalités de versement pourraient être nécessaires.

[7] https://www.gov.uk/government/collections/universal-credit-statistics.

10. Écosse. Le Gouvernement écossais a investi 296 millions de livres (de 2013-2014 à 2015-2016) pour protéger les enfants et les ménages à faible revenu, y compris parmi les groupes défavorisés et marginalisés. Ce montant recouvre, à titre d'exemple, un crédit de 69 millions de livres depuis avril 2013 pour le Council Tax Reduction Scheme (programme de dégrèvements d'impôts locaux), auquel s'ajoute un crédit d'un montant maximum de 51 millions de livres apporté par les autorités locales, qui protège plus de 525 000 ménages vulnérables écossais contre la hausse des impôts locaux.

11. Pays de Galles. Le Gouvernement gallois a privilégié certaines mesures correctives qui ont aidé 307 000 ménages en maintenant leur droit au dégrèvement d'impôts locaux (pour un coût annuel de 22 millions de livres) pour les exercices 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, et a offert 774 logements supplémentaires d'une ou deux chambres à coucher pour un coût ponctuel de 40 millions de livres pour la période allant de 2013 à 2016.

Cadre relatif à la non-discrimination (par. 5 et 6)

12. Le document de base commun de 2014 expose le cadre général de la lutte contre la discrimination[8]. En dehors de certaines exceptions, les dispositions fondamentales de la loi de 2010 sur l'égalité s'appliquent également à toutes les caractéristiques protégées. La loi prévoit une obligation d'égalité à laquelle sont tenues toutes les autorités publiques dans l'exercice de leurs fonctions. Le rapport d'octobre 2015 de la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme intitulé *Is Britain Fairer?* a recensé un certain nombre de domaines en Grande-Bretagne dans lesquels des améliorations supplémentaires sont recommandées ; des réflexions seront menées sur ces recommandations.

13. Écosse, pays de Galles. Certaines obligations en matière d'égalité ont été introduites en Écosse et au pays de Galles, respectivement par le règlement de 2012 portant application de la loi de 2010 sur l'égalité (obligations spécifiques) (Écosse) et par le règlement de 2011 portant application de la loi de 2010 sur l'égalité (obligations réglementaires) (pays de Galles).

14. Bermudes. Le Tribunal des droits de l'homme connaît des plaintes pour discrimination. Les mesures discriminatoires peuvent aussi être contestées au titre du *Bermuda Constitution Order* (ordonnance relative à la Constitution des Bermudes) de 1968 et, pour les salariés à temps plein, en vertu de l'*Employment Act* (loi sur l'emploi) de 2000.

15. Îles Caïmanes. La politique des îles Caïmanes relative au handicap (2014-2033) traite de l'égalité d'accès pour les personnes handicapées. En 2014, la première Conférence nationale sur les femmes et les filles a abordé les difficultés que les femmes et les filles rencontrent aux îles Caïmanes.

16. Îles Falkland. La protection contre toute forme de discrimination continue d'être assurée par l'article 16 du chapitre I (Protection des libertés et droits fondamentaux de l'individu) de l'annexe du *Falkland Islands Constitution Order* (ordonnance relative à la Constitution des Îles Falkland) de 2008.

17. Gibraltar. La protection contre la discrimination est assurée par l'article 14 du chapitre I (Protection des libertés et droits fondamentaux) de l'annexe 1 du *Gibraltar Constitution Order* (ordonnance relative à la Constitution de Gibraltar) de 2006, complété par l'*Equal Opportunities Act* (loi relative à l'égalité des chances) de 2006 et le *Civil Partnership Act* (loi relative au partenariat civil) de 2014.

[8] Voir p. 39 et 40 du document de base commun de 2014.

18. Montserrat. Le droit accordé à chacun de ne pas subir de traitement discriminatoire est garanti par l'article 16 de la Constitution de Montserrat (chap. 1.01), complété par le *Race Relations Act* (loi relative aux relations interraciales) (chap. 4.03) et la partie 8 du Code du travail (chap. 15.03).

19. Pitcairn. L'article 23 de l'annexe 2 du *Pitcairn Constitution Order* (ordonnance relative à la Constitution de Pitcairn) de 2010 (annexe 2, deuxième partie (Libertés et droits fondamentaux de l'individu)) interdit expressément la discrimination.

20. Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha. L'article 21 (pour Sainte-Hélène), l'article 137 (pour Ascension) et l'article 203 (pour Tristan da Cunha) du *St Helena, Ascension, Tristan da Cunha Constitution Order* (ordonnance relative à la Constitution de Sainte-Hélène, d'Ascension et de Tristan da Cunha) de 2009 (annexe 2, deuxième partie (Libertés et droits fondamentaux de l'individu)) protègent les individus contre la discrimination. À Sainte-Hélène, il existe une législation spécifique sur l'égalité de rémunération.

21. Îles Turques et Caïques. L'article 16 du *Turks and Caicos Islands Constitution Order* (ordonnance relative à la Constitution des Îles Turques et Caïques) de 2011 (annexe 2, première partie (Libertés et droits fondamentaux de l'individu)) protège contre la discrimination.

22. Îles Vierges. Le chapitre 2 (Libertés et droits fondamentaux de l'individu) de l'ordonnance intitulée *The Virgin Islands Constitution Order*, relative à la Constitution des Îles Vierges, de 2007, contient des dispositions relatives à la lutte contre la discrimination.

23. Guernesey. La loi intitulée *Human Rights (Bailiwick of Guernsey) Law* (loi sur les droits de l'homme (bailliage de Guernesey)), de 2000, et la loi intitulée *Prevention of Discrimination (Enabling Provisions) (Bailiwick of Guernsey) Law* (loi sur la prévention de la discrimination (texte d'habilitation) (bailliage de Guernesey)), de 2004, constituent le cadre législatif de la lutte contre la discrimination. Le programme relatif à l'égalité et aux droits prévoit des domaines d'action spécifiques, concernant notamment le handicap et le vieillissement.

24. Île de Man. La loi interdit la discrimination fondée sur la race. La loi intitulée *Disability Discrimination Act*, relative à la discrimination fondée sur le handicap, de 2006, est appliquée progressivement. En vertu de l'*Employment Act* (loi sur l'emploi) de 2006, les licenciements pour des motifs de race, de religion ou d'orientation sexuelle constituent des licenciements abusifs.

25. Jersey. La loi de 2013 intitulée *Discrimination (Jersey) Law* interdit certains types de discrimination. Les États de Jersey ont mis en place le Jersey Community Relations Trust pour mettre fin progressivement à la discrimination, quel qu'en soit le motif.

Égalité des sexes (par. 7 et 8)

26. Le nombre de femmes actives s'est accru de 975 000 (pour un total de 14,6 millions)[9]. L'objectif de parvenir à 25 % de femmes à la tête d'entreprises cotées à l'indice FTSE 100 a été dépassé et il n'existe plus de conseils d'administration exclusivement masculins parmi les entreprises du FTSE 100. Près de 20 % des petites et moyennes entreprises du Royaume-Uni étaient à direction majoritairement féminine

[9] http://www.ons.gov.uk/ons/rel/lms/labour-market-statistics/december-2015/index.html.

en 2014[10]. Plus de la moitié des personnes qui commencent aujourd'hui un apprentissage sont des femmes[11]. Le nombre de femmes ayant commencé un apprentissage en ingénierie et en technologies de fabrication a triplé pour l'année scolaire 2013-14, passant à 4 800. Un congé parental partagé a été instauré et le droit de demander un aménagement des modalités de travail a été étendu à tous les employés. Entre l'exercice 2013-2014 et l'exercice 2014-2015, la part des femmes dans les nouvelles nominations à des postes de la fonction publique a été portée de 39 % à 44 %[12].

27. Le chiffre global de l'écart de rémunération entre hommes et femmes d'après le revenu médian est passé de 27,5 % en 1997 à 19,2 % en 2015. Pour les employés à temps plein, cet écart a diminué de 9,4 %. Les écarts de rémunération entre hommes et femmes ont pratiquement disparu pour les femmes de moins de 40 ans exerçant un emploi à plein temps et ont diminué pour les femmes de plus de 40 ans exerçant un emploi à plein temps. Pour les employés à temps partiel, l'écart de rémunération atteignait -6,5 % en avril 2015[13], ce qui signifie qu'en moyenne les femmes gagnent légèrement plus que les hommes. En adoptant des règlements en application de l'article 78 de la loi de 2010 sur l'égalité, le Gouvernement britannique s'efforce d'introduire l'obligation pour les entreprises du territoire britannique employant au moins 250 salariés de publier des données sur les écarts de primes entre les deux sexes, un chiffre global sur les écarts de rémunération moyens et médians entre les deux sexes et une ventilation de la distribution des sexes par quartile de rémunération pour un effectif donné.

28. Écosse. Les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes travaillant à plein temps ont été réduits à 7,3 % en 2015[14]. Les autorités publiques visées par la loi qui comptent plus de 20 salariés sont tenues de publier leurs écarts de rémunération hommes-femmes tous les deux ans et une déclaration sur l'égalité de rémunération tous les quatre ans. En 2016, le Gouvernement écossais a introduit une nouvelle obligation qui impose aux autorités publiques visées par la loi de publier la composition par sexe de leur conseil d'administration et d'établir un plan de relève pour accroître la diversité de leur conseil d'administration. Les autres mesures prises sont notamment la campagne Partnership for Change, qui invite l'ensemble des organisations du secteur public, du secteur privé et du secteur tiers écossais à s'engager à agir en vue d'établir la parité entre les sexes au sein de leur conseil d'administration d'ici à 2020 ; et un investissement d'un montant de plus de 600 000 livres en 2015-2016 pour lutter contre la ségrégation professionnelle et inciter les filles à envisager une carrière dans les métiers des sciences, de la technologie, de l'ingénierie ou des mathématiques.

29. Pays de Galles. Le Gouvernement gallois a mis en place des obligations fermes en vue de remédier aux disparités en matière de rémunération et d'emploi, en particulier aux écarts de rémunération entre les hommes et les femmes. En mars 2014, le projet WAVE

[10] https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/414963/bis-15-151-small-business-survey-2014-sme-employers_v1.pdf ; https://www.gov.uk/government/statistics/business-population-estimates-2014.

[11] https://www.gov.uk/government/statistics/learner-participation-outcomes-and-level-of-highest-qualification-held.

[12] www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/431369/Percentage_of_public_appointments_made_to_women_-_April_2013_to_March_2014-010615.csv/preview ; www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/467910/20151014_Percentage_of_New_Public_Appointments_made_to_Women_in_2014_2015.csv/preview.

[13] www.ons.gov.uk/ons/rel/ashe/annual-survey-of-hours-and-earnings/2015-provisional-results/stb-ashe.html#tab-Average-earnings (p. 11).

[14] http://www.gov.scot/Topics/Statistics/Browse/Labour-Market/AnalyticalPapers/ASHESGAnalysis (tableaux 4 et 6).

(Women Adding Value to the Economy), soutenu par le Gouvernement gallois, a publié son rapport sur les habitudes de travail. L'équipe du projet a également élaboré une méthode d'analyse sur l'emploi et la rémunération des femmes que les employeurs du pays de Galles sont invités à utiliser pour déterminer les écarts de rémunération et examiner aussi la façon de remédier aux habitudes et aux méthodes de travail sexistes. Le Gouvernement gallois participe également au financement de Chwarae Teg et de son projet Agile Nation 2 qui doit aider 2 750 femmes et coopérer avec 400 employeurs pour promouvoir l'évolution professionnelle des femmes et contribuer à réduire les écarts de rémunération hommes-femmes.

30. Bermudes. La loi intitulée *Human Rights Act* relative aux droits de l'homme, de 1981, est le principal texte législatif adopté aux Bermudes pour lutter contre la discrimination. La Commission des droits de l'homme connaît également des plaintes pour discrimination.

31. Îles Caïmanes. La loi intitulée *Gender Equality Law* relative à l'égalité entre les sexes (2011) promeut le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Une juridiction indépendante, le Gender Equality Tribunal, connaît des plaintes pour discrimination.

32. Îles Falkland. Voir la réponse aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus. Un rapport sur la situation économique des Îles Falkland (*State of the Falkland Islands Economy*) a été publié en 2015 et a mis en évidence des disparités potentielles entre les hommes et les femmes sur le plan de la rémunération ; il est prévu de revoir l'ordonnance sur la protection des travailleurs en 2016 afin d'examiner la question plus avant.

33. Gibraltar. La loi intitulée *Equal Opportunities Act* relative à l'égalité des chances (2006) adopte le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, et prévoit des dispositions concernant la protection des femmes, en particulier s'agissant de la grossesse et de la maternité.

34. Montserrat. Montserrat ne connaît pas à l'heure actuelle d'écarts de rémunération entre les sexes (en tout état de cause, le Code du travail garantit le droit de chacun à l'égalité de rémunération sur l'île) ni de ségrégation professionnelle fondée sur le sexe.

35. Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha. À Sainte-Hélène, en 2015, des modifications de l'arrêté intitulé *Employment Rights Ordinance* (2010) ont instauré l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes. À Ascension, les autorités ne font pas de distinction entre les hommes et les femmes pour ce qui est des conditions de travail ou du niveau de rémunération. À Tristan da Cunha, tous les emplois sont publiés et sont ouverts à tous ; un travail de valeur égale est rémunéré au même taux.

36. Îles Turques et Caïques. L'arrêté intitulé *Employment Ordinance* (2004) adopte l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

37. Îles Vierges. Depuis l'adoption du Code du travail de 2010, il ne semble plus exister d'écarts de rémunération entre les hommes et les femmes sur le marché du travail.

38. Guernesey. L'arrêté intitulé *Sex Discrimination (Employment) (Guernsey) Ordinance*, de 2005, traite de la discrimination fondée sur le sexe dans le domaine de l'emploi. Voir les derniers chiffres sur l'emploi par secteur et par sexe sur le portail des États de Guernesey[15].

39. Île de Man. La loi de 2000 intitulée *Employment (Sex Discrimination) Act* interdit la discrimination fondée sur le sexe pour ce qui concerne les droits en matière d'emploi.

[15] www.gov.gg/population.

40. Jersey. En vertu de la *Discrimination (Jersey) Law* de 2013, nul ne peut être défavorisé, harcelé ou persécuté pour un des motifs prévus par la loi. La loi couvre la discrimination au travail et la discrimination fondée sur le sexe en matière de rémunération.

Lutte contre le chômage (par. 9)

41. Le taux de chômage du Royaume-Uni s'est établi à 5,2 % de la population active pour la période allant d'août à octobre 2015, soit 1,71 million de chômeurs[16]. Le Gouvernement britannique a préservé ou augmenté les dépenses consacrées à des programmes pour l'emploi des personnes handicapées, dont le programme Access to Work sur l'accès au travail, qui aide les personnes dont l'état de santé ou le handicap compromet l'aptitude au travail. Le programme Access to Work ne remplace pas l'obligation qui incombe aux employeurs en vertu de la loi de 2010 relative à l'égalité de procéder aux aménagements nécessaires. En 2015, le Gouvernement britannique a fixé l'objectif d'augmenter le taux d'emploi des minorités noires et ethniques de 20 % d'ici à 2020 ; il élabore des politiques pour atteindre cet objectif. Une obligation qui concerne la plupart des jeunes âgés de 18 à 21 ans bénéficiant de la prestation « universal credit » sera mise en place à compter d'avril 2017 (une aide à l'acquisition de compétences pour l'entrée dans le monde du travail sera proposée dans ce cadre). Des données ventilées sur l'emploi sont publiées par le Bureau national de statistique (ONS)[17].

42. Écosse. Le Gouvernement écossais a publié le premier rapport d'activité annuel sur la mise en œuvre de sa stratégie pour l'emploi des jeunes en décembre 2015. Skills Development Scotland, l'organisme écossais chargé de la formation professionnelle, a élaboré un plan d'action visant à améliorer la participation des groupes sous-représentés à son programme pour l'apprentissage Modern Apprenticeships. En 2014-2015, l'initiative de partenariat du Gouvernement écossais pour l'emploi continu a aidé 12 161 personnes et 252 employeurs sur 392 sites[18] ; 72 % des bénéficiaires interrogés ont obtenu un emploi dans les six mois[19]. L'une des principales politiques du Gouvernement relatives à l'employabilité des personnes handicapées met l'accent sur le modèle d'emploi aidé, dont l'application relève généralement des autorités locales, qui permet aux personnes d'apprendre en cours d'emploi avec l'appui de leurs collègues et de leur conseiller professionnel. Le Gouvernement écossais publie des données complètes sur l'emploi pour l'Écosse chaque année[20].

43. Pays de Galles. La déclaration de politique générale sur les compétences pour le pays de Galles renforce l'objectif du Gouvernement gallois d'aider les personnes à améliorer leurs compétences fondamentales pour être mieux à même d'accéder aux possibilités d'emploi ou de progresser en cours d'emploi. Le Gouvernement gallois dispose d'un éventail de programmes visant à aider les personnes à acquérir les compétences et l'expérience nécessaires pour exercer durablement un emploi durable, notamment les programmes intitulés Skills for Employment Wales, ReAct III et Jobs Growth Wales.

[16] http://www.ons.gov.uk/ons/rel/lms/labour-market-statistics/december-2015/statistical-bulletin.html.
[17] http://www.ons.gov.uk/ons/rel/lms/labour-market-statistics/december-2015/statistical-bulletin.html.
[18] Source : Gouvernement écossais.
[19] http://www.gov.scot/Resource/0046/00460000.pdf.
[20] http://www.gov.scot/Publications/2015/05/3466 ; http://www.gov.scot/Topics/Statistics/Browse/Labour-Market/Local-Authority-Tables ; http://www.ons.gov.uk/ons/rel/subnational-labour/regional-labour-market-statistics/december-2015/index.html.

44. Îles Caïmanes. Voir le rapport de l'étude sur la population active aux Îles Caïmanes (printemps 2015)[21].

45. Îles Falkland. Les Îles Falkland connaissent pour l'essentiel une situation de plein emploi.

46. Gibraltar. Voir les rapports de Gibraltar sur la situation de l'emploi[22].

47. Pitcairn. Il n'y a pas de chômage à Pitcairn.

48. Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha. Concernant Sainte-Hélène, voir le recensement de 2008[23]. À Ascension, la population s'élevait à 836 habitants, dont 648 travaillaient (438 hommes et 210 femmes) ; la répartition selon l'origine nationale est enregistrée comme suit : 429 Saint-Héléniens, 115 Britanniques, 60 Américains, 55 « autres »[24].

49. Îles Vierges. Voir les données relatives à l'emploi 2010-2014[25].

50. Guernesey. Voir le portail des États de Guernesey[26].

51. Île de Man. Voir le portail du Gouvernement de l'Île de Man[27].

52. Jersey. Voir le portail des États de Jersey[28].

Salaire minimum national (par. 10)

53. Le salaire minimum national vise à protéger les travailleurs à faible revenu et les incite à exercer une activité professionnelle, en leur garantissant à tous un salaire correspondant aux taux horaires minimum publiés sur le site Web du Gouvernement du Royaume-Uni[29], qui ont été établis sur la base des recommandations de la Low Pay Commission (commission indépendante chargée de la question des bas salaires). Le 1er avril 2016, le Gouvernement du Royaume-Uni a institué un nouveau salaire minimum vital national obligatoire pour les travailleurs âgés de 25 ans et plus, initialement fixé à 7,20 livres ; l'Office for Budget Responsibility (organisme indépendant pour la responsabilité en matière budgétaire) prévoit que le montant du salaire minimum vital national atteindra 9 livres d'ici à 2020.

54. Écosse. Le Gouvernement écossais a reçu, en juin 2015, le statut d'employeur versant des salaires qui assurent aux employés des conditions d'existence convenables et il finance la Poverty Alliance, une organisation chargée d'administrer l'initiative pour l'accréditation des employeurs qui versent des salaires décents à leurs employés. Plus de 440 employeurs écossais ont obtenu cette accréditation.

[21] http://www.eso.ky/UserFiles/page_docums/files/uploads/cayman_islands_labour_force_survey_repor-4.pdf.
[22] http://www.gibraltar.gov.gi/new/downloads.
[23] http://www.sainthelena.gov.sh/wp-content/uploads/2013/01/Census-Report-2008.pdf (p. 20).
[24] Source : Ascension Island Government.
[25] http://www.bvi.gov.vg/sites/default/files/labour_force_employment_statistics_2010-2014.pdf.
[26] www.gov.gg/population.
[27] https://www.gov.im/categories/working-in-the-isle-of-man/unemployment/.
[28] https://www.gov.je/Government/JerseyWorld/StatisticsUnit/FactsFigures/Pages/JerseyFiguresBooklet.aspx (p. 18).
[29] https://www.gov.uk/national-minimum-wage-rates.

Conditions de travail des travailleurs migrants (par. 11)

55. La Gangmasters Licensing Authority, créée en vertu de la loi intitulée *Gangmasters (Licensing) Act*, de 2004, sur les agents de recrutement de saisonniers (« gangmasters »), protège de l'exploitation les travailleurs employés dans l'agriculture, le ramassage des coquillages et l'industrie de la transformation et du conditionnement des produits alimentaires et des boissons. Elle est chargée de la délivrance des permis aux agents de recrutements de saisonniers. Les normes applicables à la délivrance de ces autorisations[30] énoncent les conditions à remplir pour obtenir un permis. Ces prescriptions juridiques visent à empêcher que les travailleurs ne soient maltraités et exploités. Toute personne fournissant de la main-d'œuvre temporaire sans en avoir reçu l'autorisation se rend coupable d'une infraction pénale. Au 26 janvier 2016, 240 licences avaient été retirées pour violation des normes en question[31] ; et au 6 mai 2015, 98 condamnations avaient été prononcées[32].

56. Le dernier rapport du groupe interministériel sur les formes contemporaines d'esclavage[33], publié en octobre 2015, contient des données spécifiques concernant les résultats (notamment les poursuites engagées) et l'effet de sensibilisation des mesures antiesclavagistes adoptées dans l'ensemble du Royaume-Uni.

Services de santé au travail (par. 12)

57. La Grande-Bretagne dispose d'un cadre juridique complet en matière de sécurité et d'hygiène sur le lieu de travail, qui repose largement sur la loi de 1974 sur la santé et la sécurité au travail. Des instructions ciblées ont été élaborées à l'intention des responsables, et des inspecteurs indépendants veillent à leur application. Le taux de décès accidentels, d'accidents du travail et de maladies professionnelles est l'un des plus faibles d'Europe[34]. Le Health and Safety Executive, pour la Grande-Bretagne, et le Health and Safety Executive pour l'Irlande du Nord sont les principales autorités chargées de la santé et de la sécurité au travail.

Droits syndicaux (par. 13)

58. Le règlement d'application de la loi de 1999 intitulée *Employment Relations Act* (Blacklists), adopté en 2010, érige en infraction, sous réserve de certaines dérogations, le fait d'établir, d'utiliser, de vendre ou de fournir des « listes d'interdiction » (« blacklists » ou listes noires). Toute personne qui pense être dans l'impossibilité de trouver un emploi, ou faire l'objet d'un traitement défavorable, en raison de son inscription sur une liste noire, peut former un recours devant les tribunaux de comtés en Angleterre et au pays de Galles ou devant la Court of Session en Écosse. Elles peuvent aussi saisir des tribunaux spécialisés dans les litiges liés au travail pour obtenir le respect d'autres droits énoncés dans ce règlement.

[30] http://www.gla.gov.uk/Guidance/Information-on-Licensing/Licencing-Standards/.
[31] http://www.gla.gov.uk/Our-Impact/Revocations/.
[32] http://www.gla.gov.uk/Our-Impact/Convictions/.
[33] https://www.gov.uk/government/publications/report-of-the-inter-departmental-ministerial-group-on-modern-slavery-2015 (p. 17).
[34] http://www.hse.gov.uk/statistics/european/index.htm.

59. Le projet de loi sur les syndicats est actuellement à l'examen devant le Parlement[35]. Le Gouvernement britannique considère que les dispositions de ce texte sont pleinement compatibles avec le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le *Trade Union and Labour Relations (Consolidation) Act* (loi de codification de la loi sur les syndicats et les relations de travail) de 1992 interdit toute discrimination à l'égard de syndicalistes en matière de recrutement (art. 137) ainsi que le licenciement d'un employé (art. 152) ou d'un travailleur (art. 145A, 145B, 146) pour des raisons liées à son appartenance à un syndicat. En l'absence de dispositions dans la législation du Royaume-Uni interdisant aux travailleurs de s'affilier à un syndicat, les travailleurs sont en droit de le faire et toute disposition contraire inscrite dans un contrat de travail serait inexécutable au Royaume-Uni.

60. Écosse. Selon la nouvelle réglementation, qui entrera en vigueur en avril 2016, toute entreprise reconnue coupable par un tribunal d'avoir constitué une liste noire ne sera plus autorisée à soumissionner pour des marchés publics.

Programmes d'aide sociale (par. 14)

61. Le Royaume-Uni a mis en place un système de prestations en espèces soumises à conditions de ressources, qui sont financées par l'impôt. En principe, seules les personnes résidant habituellement au Royaume-Uni y ont droit. Ces prestations concernent notamment le versement d'un revenu de subsistance, d'allocations pour demandeurs d'emploi calculées en fonction du revenu, d'allocations de complément de revenu pour personnes actives, de crédits d'impôt accordés aux personnes actives et d'allocations-logement.

62. Les réfugiés ont accès à ces prestations, de même que certains étrangers, pour autant qu'ils résident légalement au Royaume-Uni et qu'ils soient en règle avec la législation sur l'immigration. Les demandeurs d'asile qui vivent dans le dénuement le plus complet reçoivent une allocation-logement et une indemnité de subsistance. Ils ont aussi droit à la gratuité des soins médicaux et leurs enfants ont accès au système éducatif public. Les demandeurs d'asile déboutés bénéficient des mêmes mesures d'assistance s'ils se trouvent temporairement dans l'impossibilité de quitter le Royaume-Uni. D'autres migrants irréguliers peuvent recevoir une assistance des autorités locales, dans des circonstances bien précises, le plus souvent si cela s'avère nécessaire pour le bien-être de leurs enfants.

63. Écosse. Le Fonds écossais de protection sociale constitue un filet de sécurité pour les personnes les plus démunies, grâce aux subventions d'urgence et à la prise en charge communautaire accordées aux personnes vulnérables à faible revenu. Le Gouvernement écossais a consacré environ 81 millions de livres (d'avril 2013 à septembre 2015) à l'octroi de ces subventions d'urgence et de cette prise en charge communautaire au titre du Fonds écossais de protection sociale à plus de 177 000 ménages en Écosse, dont 59 000 familles avec enfants[36].

[35] Explanatory Notes (version 15/07/2015) : http://www.publications.parliament.uk/pa/bills/cbill/2015-2016/0058/en/16058en01.htm ; Bill (version 11/11/2015).

[36] Source : Gouvernement écossais.

Welfare Reform and Work Bill (projet de loi relatif à l'emploi et à la réforme du régime de sécurité sociale) (par. 15)

64. Les réformes proposées dans le projet de loi s'inscrivent dans le cadre plus large des efforts engagés pour introduire un salaire minimum vital à l'échelon national, développer les services de garde d'enfants pour les parents qui travaillent et relever le montant des abattements fiscaux individuels. La proportion des dépenses perçue par les foyers pour chaque quintile de la distribution des revenus n'a guère varié depuis 2010-2011 : la moitié des dépenses au titre de la protection sociale et des services publics est toujours allouée aux 40 % des ménages les plus pauvres pour 2019-2020[37]. Le Gouvernement britannique a présenté, en juillet 2015, une évaluation de l'incidence des mesures prévues dans le projet de loi[38]. Les ministres ont estimé que, conformément au paragraphe 1) a) de l'article 19 de la loi relative aux droits de l'homme (*Human Rights Act*), les dispositions du projet de loi étaient compatibles avec la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Services de garde d'enfants (par. 16)

65. Angleterre. Tous les enfants de 3 et 4 ans ont droit à quinze heures d'éducation préscolaire gratuite par semaine, ce qui revient à allouer aux parents un montant de 2 500 livres par enfant. En outre les enfants de 2 ans appartenant aux 40 % de familles les plus défavorisées ont aussi droit à quinze heures par semaine d'éducation préscolaire gratuite, qui équivalent aussi à une allocation de 2 500 livres versée aux parents par an et par enfant. À compter de septembre 2017, il est prévu d'accorder trente heures de garde d'enfants gratuite aux parents d'enfants de 3 ou 4 ans qui travaillent, ce qui correspond à une nouvelle allocation de 2 500 livres versée par an, par enfant, en complément de l'indemnité déjà versée pour l'enseignement préscolaire, et cette subvention est déjà distribuée dans certaines régions depuis septembre 2016.

66. Écosse. La loi intitulée *Children and Young People (Scotland) Act*, de 2014, sur les enfants et les jeunes, a porté à 600 le nombre annuel d'heures d'enseignement préscolaire ou de garde d'enfants offertes gratuitement pour tous les enfants de 3 ou 4 ans. Plus d'un quart des enfants de 2 ans y ont aussi droit, et notamment ceux dont l'un des parents perçoit une allocation-chômage ou ne dispose que d'un faible revenu, et ceux qui sont gardés par une personne, placés chez un parent ou un membre de la famille élargie ou qui vivent avec un tuteur désigné par leurs parents. La loi oblige les autorités locales à consulter les associations locales de parents sur la question des horaires.

67. Pays de Galles. Les autorités locales sont légalement tenues de procéder à une évaluation des besoins en matière de garde d'enfants. Tous les enfants de 3 ou 4 ans ont droit à un minimum de dix heures par semaine d'enseignement préscolaire gratuit au niveau élémentaire, et ce, trente-huit semaines par an. Le programme de financement de la prise en charge des enfants non scolarisés alloue chaque année aux collectivités 2,3 millions de livres pour leur permettre de combler les lacunes constatées dans ces exercices d'évaluation. Dans les régions couvertes par le programme Flying Start, tous les enfants de 2 et 3 ans ont aussi droit à douze heures et demie de garde d'enfants gratuite par semaine et un minimum de 15 périodes de garde d'enfant est accordé aux familles pendant les vacances scolaires.

[37] https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/479726/SRAS_2015_distributional_analysis_final_25112015.pdf.

[38] http://services.parliament.uk/bills/2015-16/welfarereformandwork/documents.html.

Lutte contre la violence familiale et la violence sexiste (par. 17)

68. Le nombre de poursuites engagées dans des cas de violence familiale et de violence sexiste est passé de 90 516 en 2013-2014 à 107 104 en 2014-2015, et le nombre de condamnations prononcées a progressé de 67 380 en 2013-2014 à 78 773 en 2014-2015 ; une ventilation détaillée de ce type d'infraction est présentée sur le site du Crown Prosecution Office, avec les statistiques y relatives pour l'Angleterre et le pays de Galles[39]. Une nouvelle infraction relative à la violence familiale a été créée, qui recouvre les comportements dominateurs ou contraignants ; des ordonnances de protection contre la violence familiale ont été introduites ; un programme de divulgation des actes de violence familiale à l'échelon national a été appliqué ; les mariages forcés, la détention de représentations réalistes de viols et le tournage de scènes pornographiques dans un esprit de vengeance ont été érigés en infraction ; de nouvelles mesures législatives sur le harcèlement ont été adoptées ; la législation relative aux mutilations génitales féminines (voir ci-après la réponse concernant le paragraphe 18) a été renforcée ; et de nouvelles ordonnances civiles relatives aux infractions sexuelles ont été adoptées. Au cours de la période visée par le précédent examen des dépenses, un montant total de 40 millions de livres (10 millions par an) a été affecté au financement des services destinés aux femmes et aux filles victimes de violence. Le budget que le Gouvernement britannique a prévu de consacrer à ces activités pour la période en cours (jusqu'à 2020) sera de 80 millions de livres. Les personnes exposées à la violence familiale peuvent solliciter une aide juridictionnelle au civil, par exemple pour obtenir une ordonnance de non-harcèlement, une décision concernant l'occupation du logement ou une ordonnance de protection contre un mariage forcé ou contre des mutilations génitales féminines. Une aide juridictionnelle en matière civile est aussi offerte pour certaines questions relevant du droit privé de la famille, notamment pour l'obtention d'une ordonnance relative à la garde d'un enfant dont les parents se séparent, s'il existe des preuves objectives de violence familiale ou de maltraitance à enfant.

69. Écosse. Une aide juridictionnelle peut être accordée aux victimes de violence familiale et de violence sexiste qui sollicitent une protection en engageant une procédure civile, pour autant qu'elles satisfassent aux critères prévus par la loi pour l'octroi de cette protection. Le Gouvernement écossais a déboursé 215 000 livres, par l'intermédiaire du Scottish Legal Aid Board, pour soutenir le Scottish Women's Rights Centre, qui dispense des informations juridiques gratuites et des conseils aux femmes ayant subi des violences sexistes, et met à leur disposition une permanence téléphonique nationale. Diverses infractions peuvent être invoquées pour poursuivre les auteurs d'actes de violence familiale. Au cours de l'exercice financier 2013-2014, 13 590 personnes ont fait l'objet de poursuites judiciaires pour des infractions associées à la violence familiale et 11 072 d'entre elles ont été condamnées[40]. Les coupables ont été sanctionnés par des peines privatives de liberté (13 %), des peines d'intérêt général (28 %), des peines d'amendes (27 %) et d'autres peines (32 %), essentiellement des avertissements[41]. La loi de 2014 intitulée *Victims and Witnesses (Scotland) Act* prévoit l'introduction progressive de mesures destinées à améliorer l'aide aux victimes et aux témoins. En décembre 2015, le Gouvernement écossais a publié un document de consultation en vue de recueillir des avis sur un projet visant à introduire dans la législation une infraction spécifique incriminant la violence familiale.

70. Pays de Galles. La loi de 2015 intitulée *Violence against Women, Domestic Abuse and Sexual Violence (Wales) Act* fait obligation aux ministres gallois, aux conseils de comtés et de communes (« autorités locales ») et aux conseils de la santé, à l'échelon local, d'élaborer et de publier des stratégies visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes,

[39] http://www.cps.gov.uk/publications/docs/cps_vawg_report_2015_amended_september_2015_v2.pdf.
[40] Source : Gouvernement écossais.
[41] Source : Gouvernement écossais.

à la violence sexiste, à la violence familiale et à la violence sexuelle. Elle autorise les ministres gallois à publier des directives à l'intention des autorités compétentes sur la manière dont elles devraient s'acquitter de leurs fonctions en vue de contribuer à l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, et à demander aux autorités locales de publier des informations sur la manière dont elles exercent leurs fonctions dans le domaine de l'éducation, pour promouvoir l'objet de la loi. Elle prévoit en outre la nomination d'un conseiller national. Le Gouvernement gallois s'est engagé à allouer plus de 5 millions de livres au financement de projets visant à promouvoir les principaux buts de la loi. Une permanence téléphonique baptisée Live Fear Free (vivre à l'abri de la peur) et financée par le Gouvernement gallois a été ouverte à l'intention des victimes de violence familiale, de violence sexuelle et d'autres formes de violence dont sont victimes les femmes. Son site Web est une source importante de conseils et d'informations facilement accessibles.

Lutte contre les mariages d'enfants et les mariages forcés ainsi que les mutilations génitales féminines (par. 18)

71. En 2015[42], l'unité de lutte contre les mariages forcés a dispensé des conseils et des mesures d'assistance à 1 220 personnes exposées à un mariage forcé, dont 80 % étaient de sexe féminin et 20 % de sexe masculin. Le mariage forcé a été érigé en infraction (en vertu de la loi de 2014 relative aux comportements antisociaux, à la criminalité et à la police) et les premières poursuites au titre de cette nouvelle infraction ayant abouti à des condamnations ont été engagées en 2015. En 2014-2015[43], 46 plaintes relatives à des mariages forcés ont donné lieu à l'ouverture de poursuites au titre d'autres infractions ; le volume des cas de mariages forcés transmis par la police au Crown Prosecution Service est passé à 82,48 (58,5 % de ces dossiers ont abouti à une condamnation). Les autres mesures adoptées dans ce contexte ont été : l'organisation d'une centaine d'activités de sensibilisation chaque année dans tout le Royaume-Uni ; le financement, à hauteur de 150 000 livres, du Domestic Programme Fund, qui soutient des activités de prévention et d'assistance aux victimes de mariages forcés ; la réalisation d'un court-métrage destiné à dissuader les personnes tentées d'organiser un mariage forcé ; une formation en ligne sur les mariages forcés destinée aux professionnels.

72. La loi relative aux mutilations génitales féminines a été renforcée en 2015 par les articles 70 à 75 de la loi de 2015 relative aux infractions graves, afin d'éliminer les obstacles qui entravent les poursuites judiciaires. Le champ d'application de la loi a été étendu aux personnes ayant établi leur résidence habituelle (et non plus seulement permanente) au Royaume-Uni, l'anonymat est assuré à vie aux personnes qui se disent victimes de mutilations génitales féminines, le fait de ne pas protéger une fille du risque de subir une mutilation génitale féminine a été érigé en infraction. En outre, les professionnels agréés de la santé et de la protection sociale et les enseignants sont désormais tenus de signaler à la police les cas de mutilations génitales féminines pratiqués sur des filles de moins de 18 ans dont ils ont connaissance, et des ordonnances de protection contre les mutilations génitales féminines sont entrées en vigueur en juillet 2015 (selon les premiers chiffres recueillis[44], en septembre 2015, 18 ordonnances avaient été rendues sur les 28 demandes présentées). Des lignes directrices applicables à la coopération interinstitutions dans la lutte contre les mutilations génitales féminines ont été élaborées et doivent être rendues obligatoires, afin de sensibiliser davantage l'opinion à ces pratiques et de mieux les combattre, et un service chargé de la question des mutilations génitales féminines a aussi été créé.

[42] https://www.gov.uk/guidance/forced-marriage#statistics-on-forced-marriage-collected-by-fmu.

[43] http://www.cps.gov.uk/publications/docs/cps_vawg_report_2015_amended_september_2015_v2.pdf (p. 71).

[44] https://www.gov.uk/government/statistics/family-court-statistics-quarterly-july-to-september-2015.

73. Écosse. La loi de 2011 intitulée *Forced Marriage etc. (Protection and Jurisdiction) (Scotland) Act* prévoit la possibilité de rendre une ordonnance de protection en cas de mariage forcé. En septembre 2014, le Gouvernement écossais a érigé en infraction pénale le fait de contraindre une personne à se marier. Toutes les instructions relatives aux mariages forcés, destinées aux organismes officiels et au tiers secteur ont été mises à jour. Une documentation de sensibilisation a été élaborée et est disponible sous forme écrite ou en ligne. Le Gouvernement écossais a financé une formation interinstitutions à l'intention des praticiens. Il soutient financièrement diverses organisations du tiers secteur qui dispensent une assistance et des conseils aux personnes concernées par des mariages forcés et il a commandé une étude indépendante qui pourra servir de base aux réflexions futures sur la question. Les mutilations génitales féminines sont interdites en Écosse depuis 1985 (*Prohibition of Female Circumcision Act* de 1985). L'adoption, en 2005, de la loi intitulée *Prohibition of Female Genital Mutilation (Scotland) Act* a conféré à ces infractions un effet extraterritorial. En mai 2015, la loi a été déclarée applicable aux personnes ayant établi leur résidence habituelle (et non plus seulement permanente) au Royaume-Uni. Entre le 1er avril 2013 et le 31 mars 2015, 31 cas ont été signalés, et entre le 1er avril 2015 et le mois de septembre 2015, la police écossaise a été saisie de 16 plaintes concernant des filles qui risquaient de subir des mutilations génitales féminines. Ces plaintes ont fait l'objet d'enquêtes approfondies qui n'ont pas permis d'établir le caractère pénal des actes dénoncés[45]. D'autres mesures ont aussi été prises comme la réalisation d'un DVD, la publication de brochures d'information destinées aux praticiens, l'élaboration d'un programme de formation standardisé et la mise au point d'un outil d'évaluation des risques. Le Chief Medical Officer/Chief Nursing Officer a écrit aux Conseils de santé (Health Boards) en 2014 et 2015, en leur précisant qu'ils devaient enregistrer toutes les formes de mutilations génitales féminines et en rappelant aux professionnels de la santé du pays les ressources existantes. Une déclaration sur les mutilations génitales féminines a été largement diffusée aux acteurs concernés pour les sensibiliser davantage à ces pratiques. Le Gouvernement écossais apporte son appui financier et sa collaboration aux organisations du secteur tertiaire qui viennent en aide aux personnes qui courent le risque d'être soumises à des mutilations génitales féminines ou qui l'ont été.

74. Pays de Galles. La loi intitulée *Violence against Women, Domestic Abuse and Sexual Violence (Wales) Act*, adoptée en 2015, couvre les actes de violence perpétrés au nom de l'honneur, les mariages forcés et les mutilations génitales féminines. Il existe au pays de Galles un groupe directeur stratégique sur les mutilations génitales féminines et un autre groupe directeur sur les actes de violence perpétrés au nom de l'honneur et les mariages forcés, qui regroupent des organisations représentant le secteur associatif, les secteurs de la santé et de l'éducation et la police, et établissent à leur intention des orientations stratégiques. Le cadre national de formation du pays de Galles mettra au point, pour l'ensemble des fonctionnaires du pays, une formation type sur les mutilations génitales féminines, les actes de violence perpétrés au nom de l'honneur et les mariages forcés. Le Gouvernement gallois a élaboré, en collaboration avec le National Health Service du pays de Galles, un protocole de soins pour les mutilations génitales féminines afin de garantir l'uniformité du suivi médical et psychologique des victimes de ces pratiques. Il soutient financièrement l'association Bawso (qui vient en aide aux victimes) et le programme Cymru/Wales de la National Society for the Prevention of Cruelty to Children qui travaillent ensemble à un projet original de sensibilisation aux mutilations génitales féminines, avec la participation des jeunes.

[45] Source : Gouvernement écossais.

Lutte contre la traite des êtres humains (par. 19 et 20)

75. L'adoption, en 2015, de la loi intitulée *Modern Slavery Act*, relative aux formes contemporaines d'esclavage, a eu pour effet de regrouper dans un même instrument les infractions relatives à l'esclavage et à la traite des êtres humains, pour lesquelles la peine maximale prévue est la réclusion à perpétuité. Cette loi institue la possibilité de délivrer des ordonnances de réparation, des ordonnances de prévention et des ordonnances de risque dans les cas d'esclavage et de traite des êtres humains, confère un statut officiel au Commissaire chargé de la lutte contre l'esclavage, met en place un moyen de défense légal permettant que les victimes de l'esclavage et de la traite ne soient pas indûment poursuivies pour des infractions commises dans le cadre de leur exploitation et introduit une clause relative aux chaînes d'approvisionnement, qui exige des entreprises dont le chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 36 millions de livres qu'elle publient un rapport annuel de situation sur l'esclavage et la traite des êtres humains.

76. Le dernier rapport du groupe interministériel sur les formes contemporaines d'esclavage[46], publié en octobre 2015, contient des données spécifiques relatives aux incidences (notamment les poursuites engagées) et à l'effet de sensibilisation des mesures antiesclavagistes adoptées dans l'ensemble du Royaume-Uni.

77. Écosse. La loi de 2015 intitulée *Human Trafficking and Exploitation (Scotland) Act* regroupe l'ensemble des dispositions de la législation pénale relatives à la lutte contre les trafiquants ; elle renforce l'appui aux victimes, engage les organes compétents à collaborer avec le Gouvernement écossais à l'élaboration d'une stratégie officielle de lutte contre la traite en Écosse et fait obligation aux ministres écossais d'assigner un tuteur à tous les enfants pour lesquels il existe de bonnes raisons de penser qu'ils ont été victimes de traite ou risquent de l'être et s'il n'existe personne au Royaume-Uni qui détienne les droits et devoirs parentaux à l'égard de ces enfants. Le Gouvernement écossais vient principalement en aide aux victimes par l'intermédiaire de l'association Migrant Help et de l'organisation Trafficking Awareness Raising Alliance (TARA), qui mène des activités de sensibilisation au problème de la traite.

78. Pays de Galles. Le Gouvernement gallois a désigné un coordonnateur de la lutte contre l'esclavage et créé un groupe directeur de la lutte contre l'esclavage pour le pays de Galles. Le coordonnateur a entrepris, en collaboration avec les principales institutions concernées, de déterminer l'ampleur du phénomène de l'esclavage au pays de Galles, sa typologie et sa localisation.

79. Bermudes. L'article 5 de la loi de 2013 intitulée *Transnational Organized Crime Act*, relative à la criminalité transnationale organisée, interdit la traite des êtres humains. Les différentes infractions y relatives sont traitées à l'article 187 de la loi de 1907 relative au Code pénal (qui réprime le fait de contraindre une femme à des fins de prostitution) et aux articles 321 et 322 du Code pénal (privation de liberté et intimidation).

80. Îles Caïmanes. La loi de 2007 intitulée *Trafficking in Persons (Prevention and Suppression) Law* porte sur la traite des êtres humains. La loi relative à l'immigration (révisée en 2015) érige en infraction la traite d'êtres humains. Un module de formation à la lutte contre la traite des êtres humains est actuellement en cours d'élaboration et sera prochainement publié sur le Web.

81. Gibraltar. Les dispositions des articles 191A à 191C de la loi de 2011 relative aux infractions pénales (*Crimes Act*), des articles 2, 258 et 259 de la loi de 2011 relative à la procédure pénale et à l'administration de la preuve (*Criminal Procedure and Evidence Act*)

[46] https://www.gov.uk/government/publications/report-of-the-inter-departmental-ministerial-group-on-modern-slavery-2015.

et du règlement de 2013 relatif aux victimes de la traite (*Victims of Human Trafficking Regulations*) visent à lutter contre la traite des êtres humains.

82. Montserrat. L'article 16 du Code pénal (chap. 4.02) érige en infraction le trafic et la traite d'êtres humains. Les personnes accusées de ces infractions encourent, si elles sont reconnues coupables, une peine de vingt ans de prison, et/ou une peine d'amende de 500 000 livres.

83. Sainte Hélène, Ascension, Tristan da Cunha. Sainte Hélène est en train de se doter d'un nouveau système électronique de délivrance des visas et de mettre en place un système de renseignement sur la criminalité ; le personnel des services de l'immigration a reçu une formation pour apprendre à reconnaître les personnes qui sont victimes de traite.

84. Guernesey. Plusieurs types d'infractions (comme l'enlèvement de filles mineures dans le bailliage de Guernesey ou à l'étranger) peuvent être invoquées pour engager des poursuites contre une personne pour traite des êtres humains. Certaines infractions visées dans le droit coutumier permettent d'engager des procédures pénales contre les auteurs de traite des êtres humains.

85. Île de Man. Le champ d'application des dispositions relatives à la lutte contre la traite des personnes à des fins d'exploitation ou de prostitution a été étendu à l'île de Man en vertu de l'ordonnance de 2008 relative à l'immigration. La loi intitulée *Organised and International Crime Act*, de 2010, pénalise également le trafic des personnes et la traite d'êtres humains.

86. Jersey. La loi de 2008 intitulée *Crime (Transnational Organized Crime) (Jersey) Law* comporte des dispositions qui s'appliquent aux infractions de traite des êtres humains.

Lutte contre la pauvreté (par. 21)

87. Le Gouvernement britannique n'a pas adopté de définition officielle de la pauvreté, ni de méthode pour mesurer l'ampleur du phénomène, qui soient applicables à tous les stades de la vie. La préoccupation principale est de disposer des mesures nécessaires pour élaborer une stratégie efficace en vue de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté. L'examen des données factuelles sur la pauvreté chez les enfants, réalisé par le Gouvernement britannique en 2014, montre que le chômage parental est la principale cause de pauvreté de l'enfant et que la réussite scolaire est l'unique moyen pour les enfants pauvres de sortir de la pauvreté. Le Gouvernement s'emploie donc à réformer le système de protection sociale, et veille à ce que le travail soit toujours rémunéré. Il prévoit de relever le niveau de l'abattement personnel (le seuil à partir duquel est prélevé l'impôt sur le revenu), pour permettre aux familles de conserver une plus grande partie de ce qu'elles gagnent. Le système de crédit universel, les investissements réalisés dans les structures d'accueil pour les enfants et l'introduction, prochainement, du salaire minimum vital national sont autant de mesures qui devraient jouer un rôle important pour lutter contre la pauvreté à l'âge actif, tandis qu'une protection continue d'être assurée aux retraités qui ont, bien souvent, des revenus fixes et auxquels le régime de retraite de base de l'État, qui repose sur trois piliers, garantit la sécurité pendant la dernière partie de la vie. Les statistiques du Gouvernement britannique portant sur les ménages dont le revenu est inférieur à la moyenne (HBAI)[47] précisent comment sont élaborées les mesures des bas revenus (et du dénuement) et comment sont déterminés les chiffres relatifs au nombre et à la proportion d'individus (et notamment d'enfants) compris dans les ménages concernés.

[47] https://www.gov.uk/government/collections/households-below-average-income-hbai--2.

88. Écosse. Les statistiques relatives à la pauvreté et à la disparité des revenus en Écosse sont publiées sur le site Web du Gouvernement écossais[48]. La stratégie adoptée par le Gouvernement pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités est caractérisée par une approche à long terme, qui est présentée dans le Programme de gouvernement de 2015 et dans la Stratégie révisée de lutte contre la pauvreté des enfants en Écosse 2014-2017. Le Gouvernement écossais a alloué un budget de 329 millions de livres à la prise en charge des enfants, l'allocation versée pour la poursuite des études a été conservée et l'investissement collectif (avec des partenaires) de plus de 274 millions de livres dans le fonds Early Years Change Fund a permis d'offrir une aide ciblée plus soutenue aux parents vulnérables. Le Gouvernement écossais a aussi alloué un montant de 104 millions de livres en 2015-2016 à différents programmes visant à atténuer les effets de la réforme du système de protection sociale, et notamment au Fonds écossais de protection sociale, à l'initiative en faveur de la réduction de l'allocation-logement en cas de chambre inoccupée et à d'autres activités telles que des services de conseil. Les 90 millions de livres distribués aux autorités locales (pour 2013-2016) afin de soutenir les familles touchées par la réduction de l'allocation-logement en cas de chambre inoccupée en Écosse bénéficieront à 72 000 ménages, dont 80 % comprennent un adulte handicapé et dont 11 000 comptent un ou plusieurs enfants[49].

89. Pays de Galles. Les données relatives au pays de Galles pour la période de 2011-2012 à 2013-2014[50] montrent que 31 % des enfants, 22 % des actifs et 16 % des retraités du pays de Galles vivent dans la pauvreté. Le pourcentage d'actifs en situation de pauvreté a baissé, tandis que celui de retraités a augmenté. Pour l'exercice 2015-2016, le Gouvernement gallois investit plus de 323 millions de livres dans des programmes de lutte contre la pauvreté. En 2014-2015, le programme Communities First a aidé plus de 3 500 personnes à trouver un emploi et permis à plus de 11 000 enfants d'améliorer leurs résultats scolaires. La stratégie révisée de lutte contre la pauvreté chez les enfants, mise en œuvre depuis mars 2015, énonce la démarche préventive adoptée par le Gouvernement gallois pour faire reculer le taux de pauvreté des enfants, qui met l'accent sur la réduction du nombre d'enfants vivant au sein d'un ménage dont aucun membre ne travaille et à renforcer les compétences des parents et des jeunes pour leur permettre d'obtenir un emploi bien rémunéré.

90. Bermudes. Les Bermudes utilisent un seuil de faible revenu plutôt qu'un seuil de pauvreté. Les statistiques les plus récentes sur les seuils de faibles revenus sont disponibles sur le site Web du Gouvernement bermudien[51].

91. Îles Caïmanes. L'estimation la plus récente de l'incidence de la pauvreté s'appuie sur les résultats de l'enquête sur les conditions de vie réalisée en 2007. Un panier alimentaire a été défini à partir de l'apport calorique recommandé par le Caribbean Nutrition Institute.

92. Îles Falkland. En 2014, le Gouvernement des îles Falkland a produit un rapport intitulé *A Living Wage for the Falkland Islands*, qui examinait la question du coût de la vie.

93. Gibraltar. Il n'existe pas de règle spécifique pour déterminer le seuil de pauvreté. Le seuil de revenu ouvrant droit à une assistance sociale est de 40,50 livres par semaine.

[48] http://www.gov.scot/Publications/2015/06/7453.

[49] http://www.gov.scot/Topics/Built-Environment/Housing/supply-demand/chma/Benefitchanges/underoccupancypenalty.

[50] https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/437246/households-below-average-income-1994-95-to-2013-14.pdf.

[51] www.govsubportal.com/images/Cabinet_Office/Dept_of_Statistics/Docs/Publications/low_income_thresholds___a_study_of_bermuda_households_in_need_0.pdf.

94. Montserrat. Bien qu'un seuil de pauvreté n'ait pas été défini, les autorités estiment que l'aide sociale est nécessaire et accordent des prestations sociales en fonction du niveau de revenus.

95. Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha. À Sainte-Hélène, le seuil de pauvreté correspond au coût d'un panier de produits et de services fournissant l'apport nutritionnel recommandé par l'Organisation mondiale de la Santé.

96. Îles Turques et Caïques. Le seuil général de pauvreté est d'environ 18,20 dollars par jour, soit 6 650 dollars par an. Il est obtenu en ajoutant au seuil d'extrême pauvreté un élément relatif aux dépenses non alimentaires.

97. Îles Vierges. Le seuil de pauvreté est généralement fixé entre 50 et 70 % du revenu médian du pays.

98. Guernesey. Les États de Guernesey utilisent la définition standard de la pauvreté relative selon l'OCDE, qui correspond aux personnes vivant dans un ménage dont le revenu corrigé est inférieur au seuil fixé. Voir les derniers chiffres concernant la pauvreté relative sur le site Web des États de Guernesey[52].

99. Île de Man. Le Gouvernement de l'île de Man n'a adopté aucun indicateur formel de la pauvreté. L'atténuation de la pauvreté à l'île de Man passe par l'allocation, sous condition de revenus, de prestations sociales qui garantissent un revenu minimum, suivant les circonstances.

100. Jersey. Voir le rapport sur la répartition des revenus des ménages de Jersey pour 2014-2015[53], qui fournit des données corrigées sur la proportion des ménages de Jersey dont le revenu est inférieur à 60 % et à 50 % du revenu médian.

Accès à une nourriture suffisante à un coût abordable (par. 22)

101. Le Gouvernement britannique s'emploie à promouvoir la transparence des marchés mondiaux et la libre concurrence sur le marché intérieur, ce qui aide les producteurs et les distributeurs à proposer les meilleurs prix aux consommateurs. Le Gouvernement britannique est déterminé à livrer une bataille tous azimuts à la pauvreté. Le travail est le meilleur moyen d'échapper à la pauvreté, et grâce à la reprise économique, le nombre de personnes actuellement en activité atteint des records[54]. Le pays entend continuer de consolider son économie et de créer des emplois, et aussi offrir à chacun des perspectives d'avenir tout au long de la vie. Dans cet esprit, les parents qui travaillent bénéficieront de trente heures de garde d'enfant gratuites à partir de septembre 2017 ; il convient de citer aussi le programme de subvention par élève Pupil Premium, et l'augmentation de la rémunération des salariés les moins bien payés grâce à la hausse du salaire minimum vital national. Des mesures sont prises pour aider les familles à couvrir leurs dépenses alimentaires et à adopter des habitudes alimentaires plus saines, par exemple grâce au programme Healthy Start et à la distribution de repas gratuits à l'école. Notre système de protection sociale offre un ensemble de garanties solides à ceux qui ont besoin d'un soutien supplémentaire.

102. Écosse. Le plan d'urgence alimentaire du Gouvernement écossais prévoit de consacrer 1 million de livres (pour 2014-2015 et 2015-2016) à 26 programmes d'aide alimentaire d'urgence dans 17 collectivités locales pour répondre aux besoins immédiats et

[52] http://www.gov.gg/ff.

[53] https://www.gov.je/Government/Pages/StatesReports.aspx?ReportID=1726 (p. 15).

[54] http://www.ons.gov.uk/employmentandlabourmarket/peopleinwork/employmentandemployeetypes/bulletins/uklabourmarket/march2016/pdf.

contribuer à traiter les causes profondes de la pauvreté alimentaire. Les actions menées vont de l'augmentation des distributions de nourriture à la promotion d'une nutrition saine en passant par le versement de prestations sociales, la fourniture de divers conseils et, dans certains cas, la création de réseaux de fournisseurs de nourriture à l'échelon local. Entre le 1er avril 2015 et le 31 décembre 2015, FareShare a reçu de l'industrie agroalimentaire plus de 790 tonnes de surplus alimentaires de bonne qualité qu'elle a distribués à plus de 300 associations locales dans tout le pays.

Logements sociaux, logements abordables et sécurité d'occupation des logements (par. 23)

103. Angleterre. Entre 2013-2014 et 2014-2015, le nombre net d'unités supplémentaires dans le parc de logements a augmenté de 25 %[55], les mises en chantier (c'est-à-dire le nombre de logements en construction) sont à leur plus haut niveau annuel depuis 2007[56]. Le récent examen des dépenses (Spending Review) double le budget consacré au logement pour le porter à plus de 20 milliards de livres sur les cinq prochaines années. Ce montant comprend un budget de 8 milliards de livres devant permettre de livrer plus de 400 000 logements abordables. Près de 270 000 ménages ont bénéficié d'une aide à l'acquisition de leur domicile grâce aux dispositifs soutenus par le Gouvernement britannique, notamment Help to Buy (aide à l'achat) et Right to Buy (droit à l'achat). Le nombre de logements municipaux non décents a diminué pour s'établir à 106 000 en 2015. Les chiffres du récent rapport intitulé *Housing in England* sur le logement en Angleterre montrent qu'en 2014-2015, la durée moyenne d'occupation des logements du parc anglais privé était de quatre ans. En 2013-2014 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), 78 % des locataires ont résilié leur bail parce qu'ils souhaitaient déménager, 8 % y ont mis fin d'un commun accord avec leur propriétaire, et 8 % à la demande de leur propriétaire ou agence immobilière. Seuls 2 % des locataires ont déménagé en raison de l'augmentation de leur loyer. Le Gouvernement britannique promeut des durées d'occupation plus longues grâce à l'élaboration d'un contrat de location type, en concertation avec les organismes représentant les propriétaires, les locataires, les agences de location, les prêteurs hypothécaires et les autorités locales. En vertu de la loi de 1977 sur la protection contre les expulsions, les locataires sont protégés contre tout harcèlement de la part de leur propriétaire. De manière générale, les logements sociaux sont attribués en priorité aux personnes dont il est établi qu'elles ont besoin d'un logement : les sans-logis, ou les personnes relevant de la législation sur les sans-abri, celles qui vivent dans des logements surpeuplés ou insalubres, celles qui ont des besoins médicaux ou sociaux spécifiques, ou celles qui doivent déménager pour éviter une situation de précarité pour elles-mêmes ou leurs proches.

104. Écosse. Pour la période allant de 2013 à 2016, le Gouvernement écossais a attribué 90 millions de livres aux collectivités locales afin de compenser la baisse des aides au logement octroyées aux personnes disposant d'une chambre vacante par le versement d'aides au logement discrétionnaires. Le programme de fourniture de logements abordables du Gouvernement écossais pour 2011-2016 a pour objectif de livrer 30 000 habitations abordables sur cette période ; il dispose pour ce faire d'un budget de plus de 1,7 milliard de livres. La majeure partie de ces 30 000 logements sont destinés au logement social, dont le principe est que les salariés occupant un emploi faiblement rémunéré devraient pouvoir payer leur loyer sans avoir besoin de recourir aux prestations sociales. À la fin du mois d'octobre 2015, 30 133 habitations abordables avaient été livrées, dont 20 400 logements

[55] www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/475832/Net_Supply_of_Housing_England_2014-15.pdf.

[56] https://www.gov.uk/government/statistical-data-sets/live-tables-on-house-building (Table 244).

sociaux et, parmi eux, 5 292 logements municipaux[57]. Les dispositifs du programme de financement avantageux pour les primo-accédants (Low-cost Initiative for First Time Buyers) sont accessibles en priorité aux bénéficiaires de logements sociaux, aux militaires en service actif, aux vétérans ayant quitté l'armée au cours des deux années précédentes et aux veufs, veuves ou partenaires de militaires tués en service au cours des deux années précédentes, dès lors que les demandeurs remplissent les critères d'admissibilité au dispositif. Les occupants de logements municipaux ou de logements en copropriété ont généralement un contrat de location sécurisé (Scottish secure tenancy) valable à vie ou aussi longtemps que le locataire le souhaite, qui ne peut prendre fin que si le locataire renonce à son logement ou qu'il y est contraint par décision de justice. Le projet de loi intitulé *Private Housing (Tenancies) (Scotland) Bill*, présenté en octobre 2015, renforce la sécurité d'occupation des locataires du secteur privé ; il introduit un nouveau type de contrat de location de biens immobiliers privés à usage d'habitation, à savoir un contrat modernisé de location à durée illimitée aux termes duquel un locataire ne peut être expulsé par son propriétaire au simple motif que le bail a expiré.

105. Pays de Galles. Au 31 mars 2015, le nombre total de logements sociaux s'établissait à 231 990, dont 88 200 logements appartenant aux collectivités locales et 143 790 aux bailleurs sociaux agréés (registered social landlords)[58]. Sur l'exercice 2014-2015[59], les collectivités locales ont indiqué que 2 218 logements abordables supplémentaires avaient été livrés, dont 1 971 (soit 89 %) ont été livrés par des bailleurs sociaux agréés ; 53 autres ont été livrés par des collectivités locales, et 194 l'ont été par d'autres prestataires, notamment des entreprises privées et des bailleurs sociaux anglais agréés au pays de Galles[60]. Un nouveau dispositif d'enregistrement et d'agrément, Rent Smart Wales, est entré en vigueur en novembre 2015 et vise à améliorer les normes de gestion du secteur locatif privé en faisant obligation à tous les propriétaires de s'enregistrer, et à tout bailleur ou agent qui loue ou gère un bien d'être agréé. La loi de 2015 intitulée *Renting Homes (Wales) Act* sur les locations de biens à usage d'habitation a vocation à remplacer, à quelques exceptions près, tous les baux et agréments actuels par seulement deux types de contrats d'occupation : contrat sécurisé, et contrat standard. Pour aider les bailleurs à se conformer à cette obligation, le Gouvernement gallois fournira gratuitement des contrats type. La loi maintient une période minimum d'occupation de six mois et les bailleurs sont tenus de garantir que le logement est conforme à l'usage d'habitation. La loi permettra aussi de protéger les locataires contre le risque d'être expulsés simplement pour s'être plaints de l'état d'un bien immobilier.

Lutte contre le sans-abrisme (par. 24)

106. Angleterre. Certaines catégories de ménages, comme les familles comprenant des enfants ou des femmes enceintes et les ménages dont l'un des membres est une personne vulnérable, que ce soit en raison de son grand âge, d'un handicap physique ou mental ou du fait d'un risque de violences familiales, sont légalement prioritaires, et la collectivité locale dont elles dépendent doit leur fournir un hébergement. Les statistiques relatives aux personnes sans domicile fixe et aux sans-abri sont disponibles sur le site Web

[57] http://www.gov.scot/Topics/Statistics/Browse/Housing-Regeneration/HSfS/NewBuild/AHSPtables ; http://www.gov.scot/Publications/2015/12/3681/6.

[58] https://statswales.wales.gov.uk/Catalogue/Housing/Social-Housing-Stock-and-Rents/totalsocialhousingstock-by-area-providertype.

[59] https://statswales.wales.gov.uk/Catalogue/Housing/Social-Housing-Stock-and-Rents/totalsocialhousingstock-by-area-providertype.

[60] https://statswales.wales.gov.uk/Catalogue/Housing/Affordable-Housing/Provision/additionalaffordablehousingprovision-by-provider-year.

du Gouvernement britannique[61]. Le Gouvernement britannique a investi plus de 500 millions de livres[62] depuis 2010 pour permettre aux collectivités locales d'aider 935 800 ménages à conserver un logement ; il a aussi alloué 2,3 millions de livres au dispositif Gold Standard pour aider les collectivités locales à fournir un service de prévention du sans-abrisme de premier ordre. En décembre 2015, il a annoncé un ensemble de mesures qui inclut le maintien et la sanctuarisation du financement alloué aux collectivités locales pour la prévention du sans-abrisme, par le biais d'un accord sur le financement prévisionnel des administrations locales d'un montant total de 315 millions de livres jusqu'à 2019-2020 et d'une augmentation des fonds alloués par le Gouvernement central aux programmes contre le sans-abrisme jusqu'à concurrence de 139 millions de livres sur la période de l'examen des dépenses (Spending Review).

107. Écosse. Les statistiques annuelles sur le sans-abrisme en Écosse pour 2014-2015 ont été publiées en juin 2015[63] et les statistiques trimestrielles de juillet à septembre 2015 ont été publiées le 12 janvier 2016[64]. En Écosse, toutes les personnes reconnues comme sans-abri ont légalement droit à un hébergement temporaire, et toutes celles que les autorités locales reconnaissent comme des sans-abri involontaires ont le droit d'obtenir un logement fixe et de bénéficier éventuellement d'une aide au logement pour pérenniser la location lorsque les autorités locales l'estiment nécessaire. Le Groupe de prévention et de stratégie en matière de sans-abrisme est le principal organe stratégique de la politique intersectorielle de lutte contre le sans-abrisme en Écosse. Ce groupe se concentre actuellement sur la question de l'amélioration des revenus des personnes dont les besoins sont les plus complexes et qui auraient pu ne pas bénéficier des progrès récents accomplis par l'Écosse dans le traitement du sans-abrisme. Il incombe aux 32 collectivités locales écossaises de s'acquitter des obligations légales de la puissance publique en matière de sans-abrisme et de délivrer les services nécessaires à cet effet, y compris en proposant des places d'hébergement dans des refuges et des hôtels. Les besoins locaux seront pris en compte dans chaque stratégie locale de logement.

108. Pays de Galles. Les statistiques sur le sans-abrisme au pays de Galles sont disponibles sur le site Web du Gouvernement du pays de Galles[65]. Le *Housing (Wales) Act* de 2014 fait obligation aux collectivités locales de prendre leur part des efforts visant à éviter la perte de logement et à remédier aux situations de sans-abrisme pour toutes les personnes répondant aux conditions requises indépendamment de leur situation familiale ou de leur situation personnelle. Un code de conduite révisé a été élaboré. Le Gouvernement gallois dépense plus d'un million de livres pour fournir des hébergements de nuit et d'autres services aux personnes qui vivent dans la rue. Il finance aussi des services de conseil sur le logement indépendant dans tout le pays de Galles pour aider les personnes qui risquent de perdre leur logement, y compris celles qui sont menacées d'expulsion illégale. En 2015-2016, le programme Supporting People dispose d'un budget de 124,4 millions de livres pour aider les personnes vulnérables de tout le pays de Galles à éviter de perdre leur logement et à conserver leur indépendance.

[61] https://www.gov.uk/government/collections/homelessness-statistics.
[62] Source : Ministère des communautés et des administrations locales.
[63] http://www.gov.scot/Resource/0048/00480524.pdf.
[64] http://www.gov.scot/Topics/Statistics/Browse/Housing-Regeneration/RefTables/HomelessJultoSep2015.
[65] https://statswales.wales.gov.uk/v/BLu3.

Lieux d'hébergement pour les Tsiganes et les gens du voyage (par. 25)

109. Angleterre. Entre 2011 et 2015, le Gouvernement britannique a consacré 42 millions de livres au programme Traveller Pitch Funding (Fonds pour l'achat de terrains destinés aux gens du voyage) afin de fournir 499 nouveaux terrains et 386 terrains rénovés en Angleterre. L'achat de nouveaux terrains pour les gens du voyage est désormais financé dans le cadre du programme Affordable Homes pour le logement abordable. Les résultats du recensement des caravanes de gens du voyage de juillet 2015 ont été publiés en novembre 2015[66]. Grâce à sa politique de planification des sites à l'intention des gens du voyage, le Gouvernement britannique attend des autorités locales d'Angleterre qu'elles planifient la concession de sites adéquats à l'intention des gens du voyage sur une période de cinq ans afin de répondre à des besoins locaux objectivement évalués. Lorsque les autorités locales et les forces de police doivent effectivement prendre des mesures coercitives à l'encontre d'un campement illégal, elles doivent agir de manière conforme à leurs obligations découlant de la législation relative à l'égalité et aux droits de l'homme.

110. Écosse. Les autorités locales ont la responsabilité juridique de déterminer les besoins de logement des personnes vivant sous leur juridiction, y compris ceux des Tsiganes et des gens du voyage, et d'examiner dans leur stratégie locale de logement le meilleur moyen de répondre à ces besoins. Le rôle du Gouvernement écossais consiste à établir un cadre solide et à promouvoir les bonnes pratiques. En 2014, le Gouvernement écossais a publié des lignes directrices révisées pour les évaluations des besoins et des demandes en matière de logement et pour les stratégies locales de logement ; ce document comporte un chapitre traitant des besoins des Tsiganes et des gens du voyage en matière de logement. Le Gouvernement écossais a aussi publié des normes de qualité minimum pour les lieux d'hébergement des Tsiganes et des gens du voyage et a rappelé les principaux droits et devoirs des occupants de ces lieux.

111. Pays de Galles. La loi intitulée *Housing (Wales) Act*, de 2014, oblige les collectivités locales à faire en sorte que des aires d'accueil soient fournies aux Tsiganes et gens du voyage afin de répondre aux besoins mis en évidence dans les évaluations de l'hébergement prévu pour ces groupes. Le Gouvernement gallois a publié en décembre 2013 de nouvelles lignes directrices sur la gestion des campements non autorisés et continue de travailler avec les autorités locales pour assurer la mise en œuvre de ces lignes directrices. Un nouveau système de surveillance des campements et de suivi de l'application des lignes directrices est mis en place à cet effet.

Lutte contre les inégalités dans l'accès aux services de soins de santé (par. 26)

112. Angleterre. Le National Health Service (NHS, Service national de santé) reste un service universel, accessible en fonction des besoins des patients et non pas de leur solvabilité. La loi de 2012 intitulée *Health and Social Care Act* sur la santé et les services sociaux a créé, s'agissant des inégalités en matière de santé, des obligations légales qui imposent de prendre en considération la nécessité de réduire les inégalités en matière de santé. Peu de données sont actuellement disponibles sur les inégalités dans l'accès aux services de soins de santé après avril 2013. L'incidence de la loi sur la réduction des inégalités se fera plus visible à mesure que les données deviendront disponibles. Le programme Inclusion Health a cherché à mettre en évidence les besoins en matière de soins de santé de groupes particulièrement vulnérables (notamment les personnes sans abri, les migrants vulnérables, les Tsiganes et gens du voyage, et les travailleurs du sexe), et à

[66] https://www.gov.uk/government/statistics/traveller-caravan-count-july-2015.

améliorer l'accès de ces groupes aux services de soins de santé. Le système d'accès aux soins dans des conditions d'égalité du NHS aide les organismes du NHS à examiner les questions d'égalité au niveau local à la lumière des neuf caractéristiques énoncées par la loi de 2010 sur l'égalité. Ce système a été évalué en novembre 2012[67]. Le dernier rapport du Ministère de la santé sur le respect de l'obligation d'égalité incombant au secteur public, qui comporte une analyse de la situation en matière d'égalité, est disponible sur le site Web du Gouvernement britannique[68].

113. Écosse. La garantie d'un accès fluide et universel aux services de soins de santé constitue pour le Gouvernement écossais une priorité. Une norme nationale a été instaurée pour garantir la possibilité de consulter un médecin généraliste dans les quarante-huit heures, ou d'obtenir un rendez-vous ; les Conseils de santé sont tenus de concevoir et de mettre en place des modèles de prestation de services reflétant au mieux les particularités locales. Les travailleurs migrants non issus de l'Espace économique européen et les étudiants internationaux sont exemptés de contribution au National Health Service en cas de prise en charge hospitalière en Écosse. Les médecins généralistes ont une certaine latitude dans l'enregistrement des patients. Le Gouvernement écossais travaille en concertation avec les Conseils du NHS et les autorités locales pour préparer un cadre relatif aux soins de santé en vue de l'arrivée de réfugiés syriens.

114. Pays de Galles. Les lignes directrices Travelling to Better Health aident les praticiens de santé à travailler efficacement avec les Tsiganes et gens du voyage. Ces lignes directrices sont appuyées par un certain nombre d'indicateurs de résultats à l'intention des Conseils de santé. Le Gouvernement écossais travaillera aussi en concertation avec les Conseils de santé pour contribuer à uniformiser les modalités de suivi de l'appartenance ethnique en vigueur.

Services de santé mentale (par. 27)

115. Angleterre. Plus de 120 millions de livres ont été investis pour introduire des normes relatives aux délais d'accès aux services de santé mentale à partir d'avril 2015. Plus de 400 millions de livres ont été investis dans le programme d'amélioration de l'accès aux thérapies psychologiques. L'internement d'un patient en vertu de la loi de 1983 sur la santé mentale (*Mental Health Act*) ne devrait intervenir qu'en dernier ressort, mais il peut s'avérer nécessaire pour assurer la sécurité ou la santé du patient ou d'autres personnes. Des directives officielles et des principes de référence sur la loi de 1983 sur la santé mentale sont en ligne sur le site Web du Gouvernement britannique[69].

116. Écosse. Le Gouvernement écossais a établi des objectifs de délais d'attente pour l'accès aux thérapies psychologiques et l'accès des enfants et des adolescents aux services de santé mentale, et il a investi 16,3 millions de livres au cours des six dernières années afin d'augmenter le nombre de psychologues travaillant dans des services spécialisés en santé mentale des enfants et des adolescents. L'internement à l'hôpital et le traitement médical sans consentement sont autorisés dans des circonstances particulières au titre des lois intitulées *Mental Health (Care and Treatment) (Scotland) Act* de 2003, et *Adults with Incapacity (Scotland) Act 2000*. Ces deux lois comportent des garanties solides pour protéger les droits des personnes internées. Le Gouvernement écossais mène des consultations sur les recommandations issues de l'examen réalisé par la Commission des

[67] https://www.england.nhs.uk/wp-content/uploads/2013/08/8-eds-eval-fnl-rpt291012.pdf.
[68] https://www.gov.uk/government/publications/dh-public-sector-equality-duty-compliance-2015.
[69] https://www.gov.uk/government/publications/code-of-practice-mental-health-act-1983 ; https://www.gov.uk/government/publications/mental-health-act-1983-reference-guide.

lois écossaise pour vérifier que la loi de 2000 est conforme à l'article 5 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

117. Pays de Galles. Les autorités sanitaires galloises (Health Boards and Trusts) sont tenues d'assurer des services de santé adéquats, y compris en santé mentale, à l'ensemble de la population. L'Inspection de la santé publique du pays de Galles procède à des contrôles de ces services. La mesure de 2010 intitulée *Mental Health (Wales) Measure* constitue un cadre juridique supplémentaire propre au pays de Galles, par lequel des améliorations continueront d'être apportées aux prestations de soins de santé mentale. Cette loi répond à quatre objectifs : augmenter le nombre de services de santé mentale disponibles dans le cadre des soins de santé primaires ; faire en sorte que les personnes recevant des soins spécialisés se voient prescrire un plan de traitement ; instaurer le droit légal de demander une nouvelle évaluation pendant les trois années suivant la sortie d'un patient ; permettre aux patients hospitalisés nécessitant des soins de santé mentale de bénéficier du soutien d'un conseil spécialisé en santé mentale s'ils le souhaitent.

118. Bermudes. Le Psychiatric Mid-Atlantic Wellness Institute fournit aux patients hospitalisés et aux patients externes une prise en charge psychiatrique accessible vingt-quatre heures sur vingt-quatre ; les personnes non assurées ou n'ayant pas les moyens de payer leurs soins peuvent bénéficier d'une aide financière.

119. Îles Caïmanes. La Commission de la santé mentale œuvre, avec l'Organisation panaméricaine de la santé, à l'élaboration d'une politique de santé mentale.

120. Gibraltar. Les soins de santé mentale sont ouverts à tous les assurés sociaux ; les traitements d'urgence sont ouverts à tous.

121. Montserrat. Des évaluations de santé mentale sont conduites sur les patients qui sont signalés au Ministère de la santé. Les enfants et les jeunes souffrant de troubles mentaux sont vus par un psychologue scolaire.

122. Pitcairn. Chacun peut consulter le médecin de Pitcairn, et les personnes désireuses d'accéder à des services de santé mentale ont pu recourir à la télémédecine.

123. Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha. À Sainte-Hélène, les soins de santé mentale sont dispensés par une infirmière psychiatrique de secteur exerçant à temps plein, avec le soutien à distance d'un psychiatre et d'un psychologue. À Ascension, les troubles de santé mentale les plus sérieux ne sont pas pris en charge sur l'île, mais traités au Royaume-Uni, soit dans le secteur privé, soit dans le secteur public. À Tristan da Cunha, un psychiatre sud-africain se rend sur l'île et évalue l'état des personnes souffrant de troubles psychiatriques.

124. Îles Turques et Caïques. Des services de psychiatrie, de psychologie et d'addictologie sont offerts dans le cadre d'interventions de proximité dans les sept dispensaires, les trois services de santé mentale, et périodiquement dans les deux hôpitaux privés.

125. Îles Vierges. La loi de 2014 sur la santé mentale impose que les services de santé mentale soient disponibles et accessibles à tous les résidents. La politique de 2015 sur la santé mentale insiste sur les priorités d'ampleur nationale.

126. Guernesey. La loi de 2010 intitulée *Mental Health (Bailiwick of Guernsey) Law* garantit que les personnes qui ont des problèmes de santé mentale reçoivent le traitement le plus approprié. Un nouveau centre moderne spécialisé en santé mentale et bien-être a ouvert en 2015.

127. Île de Man. Le plan stratégique pour la santé mentale et le bien-être pour la période 2015-2020 présente la stratégie des autorités concernant les services de santé mentale essentiels sur l'île.

128. Jersey. Une nouvelle loi sur la santé mentale et une nouvelle loi sur la capacité juridique et l'autonomie de décision ont été rédigées pour actualiser les dispositions juridiques relatives à la santé mentale et à la capacité, compte tenu de la législation en vigueur en Angleterre et au pays de Galles.

Législation relative à l'avortement en Irlande du Nord (par. 28)

129. Une mise à jour sera fournie sur ce point au moment de l'examen.

Accessibilité des services de santé sexuelle et procréative (par. 28)

130. Angleterre. Divers services de santé sexuelle et procréative sont disponibles gratuitement dans les cliniques de santé sexuelle, lors des consultations en médecine générale et en pharmacie. Les collectivités locales sont tenues de donner un accès libre et confidentiel à la contraception et de fournir des conseils et des traitements concernant les infections sexuellement transmissibles à toute personne relevant de leur juridiction.

Accès à l'enseignement primaire et secondaire (par. 29)

131. Voir le cinquième rapport périodique du Royaume-Uni au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant[70].

132. Tous les enfants ont accès à l'enseignement tant primaire que secondaire dans des conditions d'égalité. L'Office for Standards in Education, Children's Services and Skills (Ofsted), organisme national chargé des inspections, évalue régulièrement la qualité des écoles et leur capacité à répondre aux besoins des enfants, en particulier ceux issus de groupes vulnérables. Les autorités locales et les commissaires régionaux aux établissements scolaires assurent un contrôle supplémentaire des services scolaires. Les écoles reçoivent des financements supplémentaires importants au titre du programme Pupil Premium − d'un montant de 2,5 milliards de livres pour la seule année en cours − pour contribuer au soutien des élèves issus de milieux familiaux démunis.

133. Écosse. En vertu de la loi intitulée *Education (Scotland) Act*, de 1980, les autorités locales ont l'obligation d'assurer un enseignement scolaire approprié et efficace à tous les enfants vivant sous leur juridiction. La loi de 2004 intitulée *Education (Additional Support for Learning) (Scotland) Act* impose aux autorités locales de répondre aux besoins de soutien supplémentaire des élèves dont elles ont la responsabilité éducative. Le Gouvernement écossais a défini un niveau d'égalité à atteindre dans le domaine de l'éducation et a fait état de progrès à cet égard en 2015. Il a mis en place un groupe d'examen sur l'éducation des gens du voyage, qui élabore des orientations visant à promouvoir une participation plus importante des enfants de gens du voyage au système éducatif.

134. Pays de Galles. Tous les enfants ont accès à l'enseignement tant primaire que secondaire dans des conditions d'égalité. La loi sur l'éducation de 1996 impose aux collectivités locales l'obligation de dispenser un enseignement à tous les enfants vivant sous leur juridiction. En outre, les parents sont tenus de veiller à ce que leurs enfants fréquentent l'école. Des orientations et des outils ont été élaborés pour permettre aux écoles de soutenir les enfants et les jeunes les plus vulnérables, y compris les réfugiés. Le Gouvernement gallois soutient des apprenants issus de minorités ethniques ou du groupe des Tsiganes, des Roms et des gens du voyage par des subventions du programme

[70] CRC/C/GBR/5.

Education Improvement Grant, qui soutient l'ensemble des apprenants. Des investissements ont permis la mise en place de services pour la réussite des minorités ethniques dans toutes les collectivités locales.

Accès à l'enseignement supérieur (par. 30)

135. Angleterre. Tous les établissements d'enseignement supérieur publics peuvent facturer des frais d'inscription allant jusqu'à 9 000 livres par an pour une scolarité à temps plein ; les étudiants peuvent néanmoins souscrire des prêts (auprès de Student Finance England) pour le règlement de leurs frais d'inscription et les rembourser lorsqu'ils commencent à travailler et que leur salaire atteint le seuil de 21 000 livres par an. Cette année, le Gouvernement britannique a relevé le montant des prêts accordés à titre d'aide financière pour les frais de subsistance aux étudiants répondant aux conditions requises issus de familles à très faible revenu, le maximum étant fixé à 8 200 livres, ou à un montant supérieur pour les personnes étudiant à Londres. L'analyse montre que le taux de participation des jeunes à l'enseignement supérieur est à un niveau record, y compris parmi les jeunes issus de groupes défavorisés[71].

136. Écosse. Le Gouvernement écossais prend en charge les frais d'inscription des étudiants domiciliés en Écosse et des étudiants de l'Union européenne qui réunissent les conditions requises, à condition qu'ils étudient à temps plein dans un établissement d'enseignement supérieur écossais pour obtenir leur premier diplôme supérieur. Ces étudiants peuvent également accéder gratuitement à une place à l'université. Les bourses et les prêts étudiants permettent de garantir que les étudiants domiciliés en Écosse qui fréquentent l'université sont en mesure de subvenir à leurs besoins. Une garantie de revenu minimum fournit une allocation de subsistance (par un système mixte de bourses et de prêts) d'un montant maximum de 7 625 livres pour les étudiants issus des ménages les plus pauvres.

137. Pays de Galles. Le système d'attribution, sans condition de ressources, de bourses permettant de couvrir les frais de scolarité favorise l'accès à l'enseignement supérieur et protège les étudiants gallois contre tout risque d'endettement excessif.

Langue irlandaise (par. 31)

138. Une mise à jour sera fournie sur ce point au moment de l'examen.

Science (par. 32)

139. En novembre 2015, le Gouvernement britannique a annoncé que le budget propre de la science serait maintenu en termes réels jusqu'en 2020. Le Gouvernement britannique s'engage également en faveur de la science par les initiatives ci-après : le nouveau Global Challenges Research Fund et le fonds Newton (coopération avec des pays partenaires pour renforcer les capacités dans le domaine de la science et de l'innovation) ; activités visant à élargir le libre accès à des travaux de recherche financés par des fonds publics et création de l'Open Data Institute pour promouvoir l'innovation reposant sur l'utilisation de données en libre accès ; participation à de grands projets internationaux tels que le CERN, l'Agence spatiale européenne et le radiotélescope Square Kilometre Array.

[71] https://www.ucas.com/sites/default/files/eoc-report-2015.pdf.

140. Écosse. Les fonds alloués par le Gouvernement écossais par l'intermédiaire du Scottish Funding Council représentent le tiers des revenus de la recherche universitaire et un quart supplémentaire est obtenu selon une procédure de mise en concurrence administrée par les Research Councils du Royaume-Uni, dans le cadre du système de financement mixte. Le Gouvernement écossais investit 282 millions de livres (pour 2015-2016) par l'intermédiaire du Scottish Funding Council. Les universités écossaises ont noué de nombreux partenariats et collaborations en Écosse même (au moyen de leurs réseaux pour la recherche), au Royaume-Uni (dans le cadre du programme Catapult) et au niveau international (premier partenariat international Max Planck au Royaume-Uni). L'idée de favoriser une culture de l'innovation et de la recherche-développement est au cœur du programme de gouvernement 2015-2016 et de la stratégie économique de l'Écosse ; un investissement d'un montant maximum de 120 millions de livres pour la période 2013-2019 a ainsi été consacré à un programme de centres d'innovation pour soutenir la collaboration entre les universités et les entreprises.